



Ville de Vernon
EN NORMANDIE

Administration et comptabilité du centre technique municipal

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

Tél : 0800027200

Dossier suivi par : FONKENEL Lydie

Email : ctm@vernon27.fr

Arrêté n° 0989/2022

Interdiction de stationnement et restriction de circulation (tx)-7 voie de Clermont-du 21 au 25 novembre 2022

Le Maire de la Commune de VERNON,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2213-2 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III ;

Vu le règlement de voirie communale ;

Vu l'arrêté n°867/2022 du 06 septembre 2022 portant délégation de signature à Sandrine TRISTANT, Directrice Générale des services ;

Considérant la demande du service eau potable de Seine Normandie Agglomération (SNA) ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services,

ARRETE

Article 1 : Le stationnement sera interdit, considéré comme gênant et la mise en fourrière aux frais des propriétaires sera demandée au droit du chantier situé 7 voie de Clermont du lundi 21 novembre au vendredi 25 novembre 2022.

Article 2 : La circulation sera alternée par piquets K 10 dans les conditions prévues par l'article premier.

Article 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 26 octobre 2022



Commune de VERNON

Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).